

Monsieur le Recteur,

Mesdames messieurs les membres du Conseil de l'éducation nationale

STOP AU MEPRIS !

Alors que les écoles sont dans une situation catastrophique et que les enseignants vivent de plus en mal leur métier, le suicide de notre collègue de Pantin, auquel le Sgen-CFDT envoie tout son soutien à ces proches, montre le malaise que rencontrent beaucoup trop d'enseignants.

Son suicide doit être imputé au service : le Ministère doit prendre la mesure de la dégradation des conditions d'exercice et prendre enfin des mesures pour que cela change.

Aucune amélioration ni évolution dans la prévention des risques avec la mise en place d'une médecine du travail dans la fonction publique n'est envisagée alors que les cas de violence scolaire sont de plus en plus nombreux.

Aucune avancée de la part des services académiques pour alléger les missions et la charge de travail des directeurs d'écoles, bien au contraire.

Pas de reconnaissance vis-à-vis des personnels (enseignants-aesh et les autres personnels...) tant aux niveaux des salaires- du temps de travail – de la bienveillance de notre hiérarchie dans les rendez vous de carrière- du manque de formation ou encore des conditions de travail.

On voit bien avec la non tenue du premier CEN de cette année scolaire le désintérêt des mairies et des différents partenaires concernant l'éducation. La diminution du nombre d' ATSEMS en maternelle ou encore la disparition des secrétaires mairies en est un autre exemple.

Ce désintérêt se fait également sentir de la part de notre hiérarchie et sa perception du système démocratique en ne proposant qu'une seule alternative de calendrier scolaire sans aucune consultation ni vote des équipes éducatives et des parents dans les établissements et les conseils d'écoles.

Nous ne reviendrons pas ici sur la réforme du lycée qui a des conséquences catastrophiques pour tous les personnels, des chefs d'établissement aux enseignants au vu de l'agenda délirant imposé par le ministère.

Ou encore la lettre infantilissante des IA-IPR à l'ensemble des enseignants du second degré pour cette rentrée 2019-2020.

La mise en place des PIALS n'est pas en reste non plus et nous dénonçons le fait que la mutualisation des aides humaines et matérielles va se traduire localement par la dégradation des conditions de travail des AESH du fait de la multiplication du nombre d'élèves à accompagner sur des lieux différents alors que la majorité des contrats sont à temps partiel .

Les personnels sont fatigués de ce mépris permanent et il faut une véritable volonté politique de nos services d'améliorer les choses pour que cela change.